



Prix de l'électricité

Alexandre Jardin

Ecrivain, cinéaste, président de l'association
« les #gueux »

N.Bour : On a un intervenant, Alexandre d'abord, il est là.

Ce qu'on va faire, c'est qu'Alexandre Jardin va s'exprimer, puis on va prendre toutes les questions ensemble après, si ça vous va.

Alexandre, vous êtes avec nous là ?

A.Jardin : Oui, tout à fait. Voilà, est-ce que vous m'entendez ?

J'entendais très bien Céline qui parlait juste avant.

J'écoutais Céline et Nicolas, est-ce que vous m'entendez ? je vais, écoutez, je ne vais pas pouvoir rester très longtemps parce que le vendredi il faut récupérer les enfants.

J'écoutais Céline et je me disais, et quand vous parliez du code de l'environnement, du code du patrimoine, je pense qu'on est en train de parler de problèmes qu'il faut prendre localement mais aussi nationalement.

Et, c'est ce qu'on essaie de faire avec le mouvement #les gueux, en s'attaquant à la racine même et la racine, c'est ce qu'on appelle la PPE 3.

Je ne sais pas si Xavier Moreno en a parlé avant moi, mais cette loi de programmation de l'énergie pour les 10 prochaines années, elle porte en germe toutes les catastrophes que vous décrivez, ou plutôt les finance à coup de subventions qui sont monumentales.

Et on a beaucoup travaillé pendant tout l'été avec énormément de secteurs économiques qui vont être impactés. Si cette loi passe, on est arrivé à faire en sorte que, je dis on, on a été extrêmement

nombreux à pousser, à faire en sorte que François Bayrou ne signe pas le décret avant de partir. Et notre grande angoisse, c'est qu'évidemment, le prochain Premier Ministre ne la signe.

Donc on est en train d'exercer toutes sortes de pressions pour faire comprendre à Matignon qu'on va porter les combats de manière beaucoup plus large que localement.

C'est-à-dire que tout le problème, c'est que les éoliennes, c'est un énorme problème pour les gens qui vivent en face, qui vivent avec les éoliennes. Mais tous les Français qui ne sont pas directement impactés, comment les mettre dans la boucle ?

Or le gouvernement, ça réagit à des mouvements de masse et on a recadré ce problème-là autour de la facture d'électricité et des conséquences sur la facture d'électricité.

Parce que, là, on arrive à toucher la totalité des Français et c'est ce qu'on est en train de mener.

Là, pour l'instant, c'est une guerre feutrée qui a lieu heure par heure pour exercer des pressions sur Matignon, pour faire comprendre les risques de braquage de la société française si la facture d'électricité redémarre.

Et puis on est en train de concocter ce qu'on appelle la PPE des #gueux : une loi de programmation de l'énergie avec des gens comme André Merlin, le fondateur de RTE, avec Henri Proglio, pour qu'on arrive à proposer quelque chose de raisonnable qui aille vers une baisse de 25% du prix de l'électricité.

Si on va vers une baisse de 25%, ça veut dire que toutes ces subventions tombent, donc les éoliennes tombent. Alors dans ce combat-là, il y a 2 écoles.

Nous, on va être, on va être un peu sérieux. Il y a ceux qui pensent qu'il faut bloquer uniquement la PPE 3. Nous, on pense qu'il faut renégocier les contrats déjà signés parce que on ne va pas payer pendant 20 ans les c.....

Et en plus, il y a à peu près l'équivalent de 40 centrales nucléaires en éolien qui n'est pas encore construit mais qui est déjà signé.

C'est d'ailleurs une puissance absolument effrayante, qui correspond à un surcoût phénoménal pour les factures des Français. Donc voilà, voilà comment on se bat.

Inutile de vous dire que si elle est signée, ce sera une telle déclaration de guerre à l'économie française, parce que plein de secteurs ne peuvent pas encaisser.

La boulangerie ne peut pas, les producteurs d'endives et énormément de professions tout simplement vont mourir si la facture d'électricité monte.

Voilà, c'est notre angle d'attaque, c'est un autre angle que le vôtre. C'est complémentaire et j'ai envie de vous dire, c'est tellement aberrant qu'on va gagner.

Il est impossible que dans un pays, on perdure éternellement un système complètement aberrant et un système d'escroquerie du citoyen.

Nous payons un prix ahurissant pour les résultats que Madame décrivait.

Donc pour des résultats, localement oui, cataclysmiques, on est en train de rançonner la population. Et je dis bien rançonner parce que la facture d'électricité, c'est un 2e impôt, c'est prélevé sur nos comptes à la fin du mois. On n'a pas trop le choix ; on était obligé de payer en fait.

Sauf qu'un impôt, c'est fait pour financer des services publics. Pas les investisseurs privés.

Et en réalité, c'est une gigantesque manœuvre de privatisation de l'électricité française sans qu'il y ait eu de débat.

Tout ça avec un alibi écolo qui n'a rigoureusement aucun sens, puisque notre énergie électrique était déjà décarbonée.

Donc le lobbying est bidon. Les lobbies s'en mettent plein les fouilles et nous n'avons pas vocation à financer les fonds de pension nord-américains. C'est n'importe quoi. Donc on va mener cette guerre.

Soit on arrive, avant qu'on entre dans la guerre chaude, à faire que Matignon envoie au pays un signe d'ouverture. Je pense qu'ils en auront quand même politiquement besoin.

Et s'ils décident d'aller à la guerre, on va fédérer les métiers, les professions jusqu'à ce qu'on gagne. Et pas question d'entendre pendant encore 1 000 ans ce genre...

Je vous écoutais Madame : à un moment, il faut quand même qu'on mène une vie dans un pays normal et pas dans un pays....

Donc voilà, voilà ce qu'on va faire, là.

Moi j'ai passé une partie de la journée au téléphone avec tous les gens qui pouvaient conditionner la participation au gouvernement du parti LR en mettant clairement des conditions concernant la PPE, clairement des conditions pour le poste de ministre de l'énergie ou de la transition.

On va tenter le tout pour le tout, étape par étape et puis on va gagner.

N Bour : *Merci Alexandre.*

Et puis comme tu le disais, le Premier Ministre a engagé une rupture sur le fond. Espérons qu'il répondra à ce thème-là dans la rupture sur le fond. Et en tout cas il en a l'opportunité. Parce que maintenant le message monte de plus en plus fort.

A.Jardin : Oui et franchement il a intérêt à écouter la nation. Merci.

N Bour : *Est ce qu'il y a des questions dans la salle éventuellement pour Alexandre Jardin avant qu'il nous quitte ou d'autres questions ? D'autres questions sur d'autres sujets ?*

A.Jardin : Il faut que j'aille récupérer les enfants. Est-ce que vous pouvez donner à la dame qui vient de parler mon numéro ?

Ok, d'accord, on la met en contact.

Et appelez-moi demain Madame, je récupère les enfants là.

Ok, merci Alexandre, bonne soirée, au revoir.



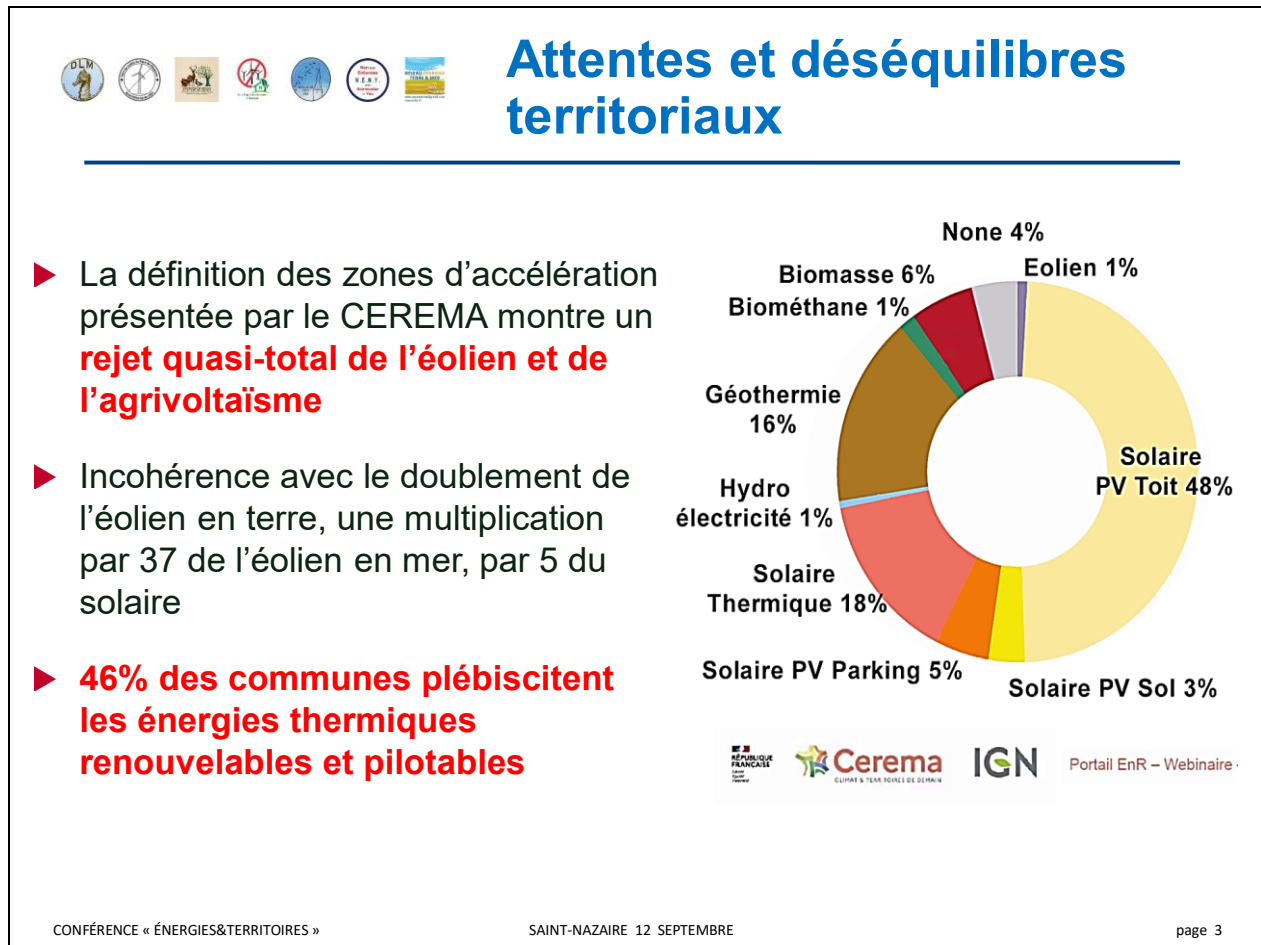
Rééquilibrage du développement territorial

Nicolas BOUR
Porte-parole Réseau Énergies Terre&Mer
Rééquilibrage / EnR thermiques / commande publique locale

www.retm.fr

CONFÉRENCE « ÉNERGIES&TERRITOIRES » SAINT-NAZAIRE 12 SEPTEMBRE page 2

Il y a encore 18 slides qu'on va vous présenter rapidement. On va aller très vite.



Voilà, ça c'est la slide importante à connaître car c'est le résultat en fait de l'enquête des ZADER des 12 000 maires. Les 12 000 maires ont dit, on ne veut pas d'éolien, uniquement 1% l'ont demandé, rappelait tout à l'heure Pierre-Emmanuel. Le solaire au sol, 3%, on n'en veut pas. Or le gouvernement ne fait que proposer cela dans la PPE3.

Par contre, ils ont dit à 46% qu'ils voulaient des énergies thermiques renouvelables, la biomasse, géothermie, le solaire thermique, le solaire en toiture, sur les parkings, etc. Bon donc ça c'est très bien.

Par contre, ils ont dit 48% de PV en toiture, on a vu que ce n'est pas forcément la bonne solution. Les Français n'ont pas tous encore compris qu'il fallait arrêter ce système là et que c'était très dangereux pour le réseau. Je crois que le gouvernement l'a compris.

Là on ne leur a pas expliqué.

Bon mais ils ont quoi ? Un mot là-dessus : pour moi ce graphique, il est très important parce que on n'arrête pas de vous dire, et on voit tout le temps dans la presse des pseudos sondages des promoteurs qui disent : les citoyens ils veulent des éoliennes, ils aiment bien les renouvelables, etc.

Là ce sont des chiffres officiels du ministère de la transition écologique, c'est le vote, enfin le choix, on va dire le vote par les communes des zones d'accélération. Donc c'est un vote par les conseils, les conseils communaux d'accord, et c'est en gros 1/3 des mairies en France, des communes.

Donc en gros c'est 10 000 communes : c'est un vote, ce n'est pas un sondage ; c'est un vote réel et qui est extrêmement significatif alors.

Pour moi ça, ce type de slide, quand vous êtes en face d'un préfet ou d'un élu qui vous dit les éoliennes, enfin les renouvelables, les Français aiment bien etc, vous leur présentez ça en disant, nous on n'a pas un sondage, on a le vote réel des communes.

Parce que oui, si le sondage, il est fait avec Paris ou dans les grandes villes, il n'y a pas de problème ! Oui bien sûr, mettez une éolienne place de la Concorde à Paris, vous verrez le résultat, mettez une éolienne place de Jaude à Clermont, vous verrez le résultat.

On a l'expression des communes et pour moi c'est très important.



Énergies renouvelables dans les Pays de la Loire

- ▶ **Décarboner directement les usages encore carbonés de la chaleur (47%) et de la mobilité (31%) sans passer par l'électricité**
 1. Mobiliser le potentiel de 100 TWh de géothermie de surface
 2. Utiliser le réseau existant de gaz pour les différents types de biogaz
 3. Diminuer la pression et l'investissement sur le réseau électrique grâce au biogaz, biocarburants et PAC
 4. Mise en œuvre plus rapide et moins chère que le coût complet solaire et éolien
 5. Efficacité énergétique PAC meilleure que les radiateurs électriques
- ▶ **Décarboner les usages (400 TWh) du GNL (250 g CO₂/kWh) **grâce au biogaz** (45 g voire 23 g CO₂/Kwh (prise en compte digestat)**
- ▶ **Réduire la dépendance énergétique et le déficit de notre balance commerciale**
- ▶ Mutualiser les **solutions avec commande publique** pour que la **démocratie locale reprenne la main**

Décarboner, il faut **décarboner pour nous directement la chaleur et la mobilité**, donc mobiliser le potentiel de géothermie de surface, utiliser le réseau existant de gaz avec du biogaz, parce que, en fait, l'industrie a besoin de gaz.

Bon, il faudra le faire peut-être différemment parce qu'actuellement il y a quand même beaucoup de contestations aussi sur la méthanisation. On en a parlé très longuement hier, notamment à Marmande. Diminuer la pression sur le réseau électrique grâce au biogaz, biocarburant et ces solutions sont prêtes quand on décarbône directement.

Et ce sont des solutions qui sont moins chères que le coût complet de l'éolien et du solaire.

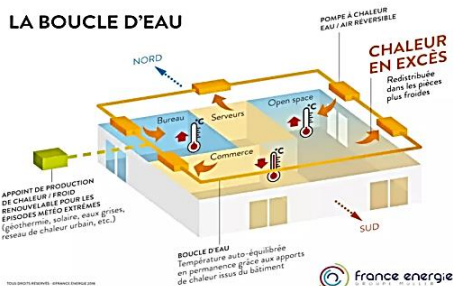


Énergies renouvelables dans les Pays de la Loire

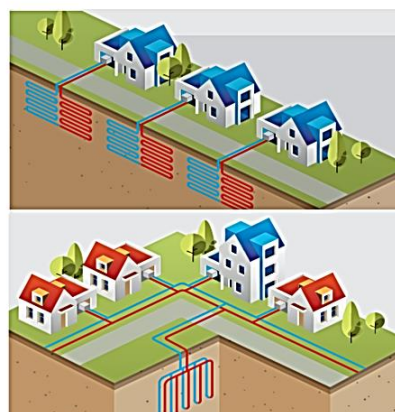
Solutions industrielles et mutualisées Géothermie/Pompes à

- ✓ **AIR/AIR** : possibilité de déployer 10 millions de pompes à chaleur d'ici 2030 en divisant par 2 le nombre de radiateurs électriques sans consommer un Kwh supplémentaire ;
- ✓ **AIR/EAU** : solution de décarbonation (réduction fossile) avec possibilité d'hybridation ;
- ✓ **EAU/EAU** : principe de déploiement par connexion sur des plaques/boucles de chaleur ou des sondes géothermiques.

LA BOUCLE D'EAU



Dont 150 (100 surf/50 prof) par la géothermie



Une solution rapide et avantageuse pour les collectivités locales

Le schéma sur le graphe a été proposé aux collectivités : mutualiser la géothermie de surface qui est actuellement faite de façon individuelle pour amorcer la transition et faire baisser le coût.

En mutualisant on peut réaliser une plaque géothermique de 80 à 100 forages ou il sera possible de se connecter comme la fibre. Donc on pense que les collectivités ont un rôle d'amorçage très important sur les pompes à chaleur et d'en faire baisser le coût.



Énergies renouvelables dans les Pays de la Loire

Développement du biogaz et de la pyrogazéification sur d'anciens sites industriels le long des voies d'eau et voies

- ✓ Développer des méthaniseurs industriels de 0,25TWh de capacité (120 agriculteurs)

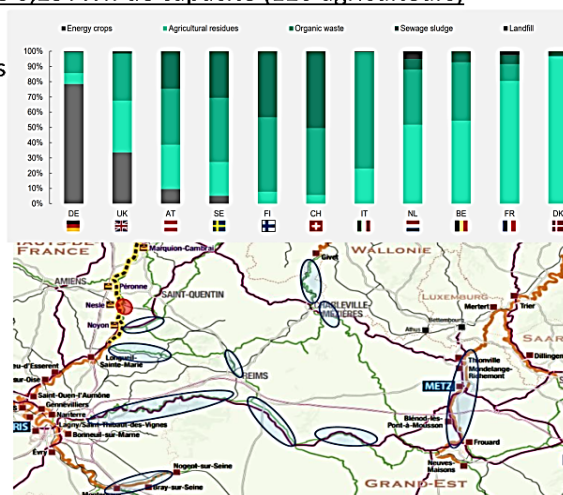
- Localisation bord voie d'eau/rail ;
- Partage de la valeur industriels/agriculteurs
- Injection et co-génération ;

- ✓ Production 2021/Cible 2035

- France 4,3 TWh ;
- Europe 35 TWh / 350 TWh ;
- Allemagne 10,7 TWh ;
- Danemark 5,8 TWh ;

- ✓ Cible 2050

- 160 méthaniseurs pour 40 TWh ;
- 40 départements français ;
- Appels à projets CD/VNF/SNCF ;
- Cible en phase avec les recommandations de l'Assemblée nationale, du secrétariat général à la planification écologique et des industriels.



La solution écologique pour continuer à utiliser le gaz

De la même façon, sur le développement du biogaz, le risque principal est le mitage du territoire avec des petites unités de moins de 100T/jour. C'est aussi une activité risquée car c'est quand même une activité industrielle dont les risques sont identifiés.

Et très souvent 4 agriculteurs ne sont pas forcément des spécialistes là-dessus, ils ne contrôlent pas, il peut y avoir des odeurs. Notre recommandation est de mutualiser (jusqu'à 120 agriculteurs) pour faire baisser les coûts, d'industrialiser pour un meilleur contrôle et une meilleure gestion des risques. Donc il faut industrialiser et professionnaliser.

Après les échanges avec la FNSEA, nous pensons possibles de développer à peu près 150 sites de grands méthaniseurs industriels qui regrouperaient à peu près chacun 120 agriculteurs et qui seraient **localisés sur des anciens sites industriels, en bord de voie ferrée ou en bord de voie d'eau** pour avoir les outils de massification et supprimer les transports routiers.

Un regroupement des organismes publics à l'échelle départementale pourrait initier après avoir sélectionné les sites loin des habitations avec les coopératives et les habitants des communes.



Développement territorial avec EnR thermiques

Estimation Enr thermiques 2050		TWh	
Géothermie de surface	Principe collectif	110	Calcul ETNEF 30% foyers en 2050
Autres PAC notamment PAC Air/Air		30	Remplacement 40% radiateurs électriques
PV Hangars	Principe collectif	16	Calcul ETNEF zones rurales
Autres PV Industriels/commercial	Principe collectif	50	Estimation
Méthaniseurs industriels	Principe collectif	40	Calcul ETNEF Zones rurales Metha Industrielle
Autres méthaniseurs		80	Données GRDF
Biomasse (Bois Énergie)		120	Données SGPE
Biocarburants		135	Données CEREME
Pyrogazéification		90	Données GRDF
Total		671	

Un panel de solutions pour l'emploi et réindustrialiser les territoires

N Bour :

Ce tableau est issu des recommandations du séminaire RETM du mois d'octobre 2024 consacré aux énergies thermiques renouvelables.

Ce qui est en rouge, c'est ce qui a été calculé par RETM (géothermie de surface, biogaz, PV sur hangars agricoles) ur à peu près une cinquantaine de départements et extrapolé sur toute la France. Et ce qui est en bleu, vous voyez les sources, notamment la PAC air/air dont on va parler et les autres données de GRDF

PE Picard : La géothermie, rien que la géothermie de surface: c'est 110 terawatts heure, ça c'est un chiffre confirmé par l'AFPG et le BRGM, et le BRGM a été cité par François Bayrou à l'Assemblée Nationale.

Il a cité 2 choses qui pour moi étaient importantes : il faut regarder toutes les études et en particulier celle de l'Académie des Sciences sur la PPE 3. Donc je vous invite à vraiment lire et relire l'avis de l'Académie des Sciences.

N Bour : le problème c'est qu'aujourd'hui, on se dit qu'il faut le faire. En 2023, la Commission Armand/Schellenberger nous a auditionné, ils l'ont dit au Président de la République. Ils sont allé voir les fabricants de pompes à chaleur et de sondes pour le faire.

Sauf que les gens, ce ne sont pas eux qui mettent en œuvre, et aujourd'hui c'est tout l'aval qui n'est pas industrialisé. On a fait la prime rénov avec des gens qui ont fait ça de façon très disparate, et très souvent il n'y avait pas de contrat de maintenance.

Donc aujourd'hui, il faut industrialiser l'aval avec effectivement une mutualisation qui permet d'avoir un effet d'échelle au niveau des collectivités. Mais tant qu'on ne se posera pas la question de l'aval et de former le personnel nécessaire...La clé pour la transition énergétique, pour les EnR, comme pour le nucléaire, c'est de former le personnel, car ce sont des spécialistes.



Énergies renouvelables dans les Pays de la Loire

Une production locale équilibrée : Simulation EnR thermique en Loire-

		Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3		
Extrapolation Loire Atlantique		Court terme	Moyen terme	Long terme		
Géothermie	MWh	1 060 352	2 120 704	3 181 056	Potentiel Géothermie surface France 2050	
Nb foyers		78 545	157 089	235 634	100 000 000 MWh	Source AFGP
PV Hangar	MWh	113 765	148 450	183 135		
Nb hangars		659	585	832	Potentiel Biogaz France 2050	
Méthaniseur	MWh	346 846	416 215	485 584	140 000 000 MWh	Source FNSEA/SGPE
Total	MWh	1 520 963	2 685 369	3 849 775	équivalent à	112 parcs éoliens terre
Taux addit.couverture Elec.		14,3%	27,7%	41,0%		2 parcs éoliens en mer
Taux total couverture électrique		33,5%	46,9%	60,2%		
Taux addit. couverture énergie		6,5%	11,5%	16,4%		
Consommation Electrique Loire-Atlantique 2022			8 204 094 MWh			
Production actuelle EnR Loire-Atlantique 2022			1 577 572 MWh			
Taux de couverture actuel Loire Atlantique			19,2%			
Production Parc Eolien 18 MW			34 500 MWh	intermittent		

Analyse des résultats

Un rééquilibrage progressif et naturel avec des énergies renouvelables souveraines et pilotables

Bon, ça c'est la simulation faite pour la Loire Atlantique aux 3 horizons 2030, 2040 et 2050 ou le développement de ces solutions EnR thermiques est équivalent à la production de 112 champs éoliens ou de 2 parcs éoliens en mer...

Ce sont des simulations qu'on a fait en Loire-Atlantique, on les a faites dans 45 départements, donc ça c'est l'exemple. Vous l'aurez dans le PowerPoint.



Énergies renouvelables dans les Pays de la Loire

Organiser en Loire Atlantique une transition écologique raisonnable en s'appuyant sur la commande publique

1. Organiser la commande publique pour la géothermie de surface, les méthaniseurs industriels bord à rail et voie d'eau et les grandes toitures ;
2. **Créer un guichet unique dans chaque département** pour les Energies thermiques renouvelables et pilotables ;
3. Contribuer à la réindustrialisation rapide et directe (cf Annonce pompes à chaleur Oise le 15/04/24) avec, à la clé, la création d'emplois pérennes ;
4. **Préparer le cadre d'AMI pour initiative publique** (Départements, PERT, Territoires d'industrie, EPCI, Communes,...) ;

Une reprise en main par les territoires et leurs habitants pour une énergie de bonne qualité et de moindre impact

La première question-clé est d'organiser la commande publique pour déclencher les investissements des industriels. C'est assez facile en groupement de commande au sein des syndicats départementaux de l'Energie pour des bâtiments publics, des bâtiments industriels sur des grandes toitures. Il faut le préparer pour la géothermie et le biogaz avec des Appel à manifestation d'intérêt

Créer un guichet unique pour les EnR thermiques dans chaque département au sein des syndicats départementaux de l'énergie car ce sont eux qui représentent les collectivités, et qui ont la compétence électricité, gaz et chaleur. Par contre, il faut former et renforcer les équipes.

Et donc ça, c'est un enjeu très important à l'horizon des élections municipales, puisque ce sont les maires en fait, qui sont les présidents et qui pilotent ces syndicats départementaux de l'énergie.

C'est donc le travail qu'on va faire avec les syndicats départementaux de l'énergie et les candidats aux élections municipales jusqu'au mois de mars, dans toutes les réunions que mentionnait tout à l'heure Pierre-Emmanuel est extrêmement important.



Les pistes pour réduire le prix de l'électricité

- ▶ **Choisir des énergies utilisant les réseaux existants** sans nouvelles infrastructures ;
 - ▶ **Choisir des solutions de production locale** avec faibles taxes et coûts de transport (autoconsommation collective) ;
 - ▶ **Mix énergétique centré sur des énergies bas-carbone permanentes et pilotables** ;
 - ▶ **Réduire les énergies qui ne contribuent pas à la robustesse et à l'inertie du réseau** ;
 - ▶ **Éviter la surproduction** qui conduit à arrêter les installations de production existantes pilotables et économiques (nucléaire) ;
 - ▶ **Supprimer les subventions** sur les énergies électriques intermittentes inutiles (surproduction).
- ▶ Questionnaire : [Testez vos connaissances sur les énergies renouvelables](#)

Réduire le prix de l'électricité, donc choisir des énergies qui utilisent les réseaux existants sans nouvelles infrastructures, des solutions de production locale avec faible taxe et coût de transport avec l'autoconsommation collective, mix énergétique centré sur une énergie bas carbone permanente et pilotable.

Réduire celles qui ne contribuent pas à la robustesse du réseau, donc clairement l'intermittence, Eviter la surproduction et supprimer les subventions.

Donc vous verrez dans le questionnaire qui est en bas, vous pouvez le remplir. Il y a plein de questions sur ces 16 types d'énergies renouvelables et surtout sur le prix de l'électricité.

Questionnaire : [Testez vos connaissances sur les énergies renouvelables](#)

(https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSfLzV68ALuCixVGk_IJ8e9pkKRdolz4g9CRRj2tlPCxVMqA/viewform)



Mix énergétique Les attentes des Français

- ▶ **Les Français attendent du gouvernement une politique énergétique qui :**
 1. Réduise le coût de l'électricité,
 2. Sécurise l'approvisionnement et la stabilité du réseau,
 3. Protège le climat, les paysages et l'environnement,
 4. Favorise l'emploi, la réindustrialisation des territoires, l'équilibre de la balance commerciale et la souveraineté nationale.
- ▶ **La proposition du décret PPE3 ne répond pas à ces 4 attentes**
- ▶ **Une étude d'impact objective** est le seul moyen démocratique de favoriser l'émergence d'un consensus large sur les choix énergétiques essentiels pour l'avenir de la France

Pourquoi une étude d'impact est-elle nécessaire?

Donc qu'est ce que les Français attendent d'un gouvernement ?

Dont la politique énergétique réduise le coût de l'électricité, sécurise l'approvisionnement et la stabilité du réseau, protège le climat, les pertes de l'environnement et favorise l'emploi, la réindustrialisation.

Ces attendus ont été rappelés dans une communication dans la presse nationale et régionale fin mars 2025 en demandant de suspendre le projet de décret de PPE3 qui ne répond absolument pas à ces 4 attentes.

Et une étude d'impact objective avec les réalités et indicateurs financiers pour comparer les différentes trajectoires: c'est la demande qui a été faite aussi dans la presse le 6 juillet.

On ne va pas revenir: pourquoi l'étude d'impact ? Il faut des coûts complets, car « *pour bien compter, il faut tout compter* »

Une première étape dans cette direction a eu lieu le 6 juillet au Sénat dans sa deuxième lecture, le en changeant l'article 1 de la Proposition de loi dans le code de l'énergie le mot « coût de production » par « coût complet ».

Et ça, ça a été fait à l'unanimité de tous les partis, contre l'avis du gouvernement, qui n'avait pas envie de parler de coûts complets, et contre l'avis des deux rapporteurs.

C'est quand même assez significatif ! Et donc là, on va voir si effectivement dans l'article 4 ils mettent aussi l'étude d'impact à partir des coûts complets, pour comparer les visions socio-économiques. C'est le travail qui est fait dont a parlé Xavier Moreno tout à l'heure.



Que va apporter une étude d'impact ?

- ▶ **Choisir un mix énergétique efficace, garantissant indépendance, compétitivité et stabilité**
- ▶ **Décarboner vite chaleur et mobilité (74% des usages fossiles)**
- ▶ **S'assurer que chaque Euro public investi donne le meilleur bénéfice socio-économique**
- ▶ **Répondre aux attentes des territoires (fort potentiel EnR thermiques)**
- ▶ **Prise en compte de la demande unanime du Parlement sur un fondement essentiel et absent à ce jour de projet de PPE3**



Comment prendre en compte les impacts dans une étude socio-économique

- ▶ **Établir les coûts complets :**
Production + réseaux + impacts
- ▶ **Définir les grilles d'impacts et les critères d'évaluation**
- ▶ **Chiffrer les impacts**
Valorisation externalité positives et négatives
- ▶ **Calculer dans la durée le bilan à 50 et 70 ans**
investissement long terme
- ▶ **Comparer les bilans socio-économiques de différentes solutions**
- ▶ **Choisir la solution la moins chère, la moins risquée et qui minimise l'investissement public**

Une grille spécifique décrit les indicateurs de chaque critère pour pouvoir passer ensuite à une évaluation quantitative.

Nous espérons que cette contribution permettra de passer à l'étape de l'évaluation socio-économique en prenant en compte tous les coûts :

- Le coût de production sur le cycle de vie complet (LCOE) ;
- Le coût de raccordement et de stabilité des réseaux de transport et de distribution ;
- Les coûts de soutien ;
- Les coûts des externalités positives et négatives (impacts) avec les 5 familles de critères: le réseau, le territoire, le cadre de vie, la décarbonation et l'efficacité énergétique.



Principales Propositions

- ▶ **Faire une évaluation socio-économique complète avec prise en compte des externalités (chiffrage des impacts)**
- ▶ **Rééquilibrer la production énergétique territoriale avec plus d'EnR thermiques et moins d'Énergies électriques intermittentes (EEI)**
- ▶ **Arrêter les subventions aux énergies électriques intermittentes(EEI)**
- ▶ **Commande publique et guichet unique départemental pour les EnR thermiques**
- ▶ **Développement en lien direct avec les territoires**

Donc faire une évaluation, on ne va pas revenir dessus.

Et moi je dois juste dire en mot de clôture, protéger notre environnement et notre territoire, ça c'est vraiment le rôle fondamental et qui doit être mis de façon plus forte parce que très souvent on est en défensif alors qu'il faut être beaucoup plus en offensif sur ce sujet-là.

Je pense qu'il faut que les associations du patrimoine aussi travaillent dessus, que les associations de consommateurs se joignent à nous.

Et quand on a créé RETM avec Alain, il y a un peu plus d'un an, au mois de mai dernier, on a mis comme objectif la maîtrise du coût de l'électricité.

Et c'est ça qui est le central. Et c'est ça qu'on a abordé aussi à Bruxelles, quand on a rencontré les députés européens le 4 juin.

Baisser le coût de l'électricité, décarboner chaleur et mobilité sans passer par l'électricité, redonner la main au territoire et une étude rationnelle.

Donc voilà, si vous voulez, notre message de clôture.



Clôture

- ▶ **Protéger notre environnement et nos territoires**
- ▶ **Baisser le coût de l'électricité en stoppant le gaspillage sur les EEI**
- ▶ **Décarboner chaleur et mobilité sans passer nécessairement par l'électricité**
- ▶ **Redonner la main aux territoires sur le choix des EnR**
- ▶ **La PPE doit être basée sur une étude rationnelle minimisant l'investissement public et les réseaux**

Une étude d'impact indépendante et globale pour construire une PPE rationnelle, moins coûteuse, centrée sur la décarbonation réelle (chaleur & mobilité) et des EnR thermiques pilotées par les territoires.

PE Picard: juste pour compléter, mais je me répète en fait, il faut voir le maximum de gens dans vos départements. Tout à l'heure, je citais les élus, notamment les maires, les conseillers généraux, les conseillers départementaux, le Président du Conseil Départemental, ça c'est essentiel.

Nicolas vient de parler du prix de l'électricité, il faut aussi qu'on aille voir les syndicats, les gens, les partis qui se disent défendre donc le pouvoir d'achat parce que le prix de l'électricité a considérablement augmenté et que c'est un drame pour tout le monde.

Et on pense que les syndicats devraient être en tête pour lutter contre la hausse du prix de l'électricité. Je pense qu'on peut arriver à les convaincre et je pense, je suis peut-être naïf, mais je le crois tout de même.

Et je pense aussi qu'il faut se diriger vers les écologistes, avec les vrais chiffres, les vraies Données, et leur faire comprendre qu'il y a une autre écologie que cette surproduction d'électricité qui coûte une fortune et qui n'apporte absolument aucun gain en matière écologique et en matière de décarbonation. Je pense qu'il y a aujourd'hui suffisamment de données pour aller les voir et pour au moins leur parler.

N. Bour: Et puis il y a un message clair, vous aurez tous les documents qui vous seront transmis et notamment l'interview de Samuel Furfari.

Rappelez-vous ce qu'il a dit, la déconsidération de l'Europe, c'est la chute des PME, la délocalisation à cause du coût d'électricité. Et ça aujourd'hui, c'est quelque chose qu'il faut remettre au cœur en France mais également au niveau européen.

C'est pour ça qu'avec Alain, avec Pierre-Emmanuel, on participe à un groupe qui s'appelle EU charade qui a regroupé à Bruxelles - *Charade en anglais, ça veut dire une farce, c'est pour dire que l'électricité et l'éolien, c'est une farce* - Et en fait, on était 20 délégations de 12 pays européens et on a été reçu par les députés européens parce que c'est Bruxelles qui est le premier virus.



avec le soutien de



Merci pour votre attention

Dossier disponible sur www.retm.fr